

Dossiers à suivre, discours de politique générale : la députée Poussier-Winsback tournée vers 2024

Alors que le discours de politique générale du Premier ministre devant les députés est attendu, l'ancienne maire de Fécamp envisage les prochains mois. Et cela sera en gardant un œil sur les gros dossiers de l'année écoulée.

MATTHIAS CHAVENTRÉ

Ce n'est pas avant le 30 janvier 2024 que le nouveau Premier ministre, Gabriel Attal, devrait prononcer le discours de politique générale devant les députés. Tandis que les travaux de l'Assemblée nationale ont repris ce mardi 16 janvier. « Ce qui va venir ? Je ne peux pas trop vous dire. Tant qu'on n'a pas le discours de politique générale », mentionne Marie-Agnès Poussier-Winsback, députée Horizon de la 9e circonscription de Seine-Maritime. Si des dossiers ont connu de réelles avancées en 2023, notamment pour le territoire, l'ancienne maire de Fécamp ne les a pas réellement refermés. Avec d'abord, celui de la reprise de la clinique, en liquidation judiciaire, par l'hôpital.

HÔPITAL-CLINIQUE : « IL RESTE UN ENORME TRAVAIL »

« Il a fallu envisager la situation dans tous les sens. En sachant que le maintien était vital pour l'offre de soins du territoire. » À Fécamp, et au-delà : jusqu'à Cany-Barville, Fauville-en-Caux, Crique-tot-l'Esneval. « Il a fallu s'assurer qu'on n'allait pas entraîner l'hôpital dans une situation compliquée. On a vu la possibilité de mutualiser des fonctions, de continuer à utili-



Dans l'hémicycle, Marie-Agnès Poussier-Winsback sera avec ses collègues parlementaires pour écouter le discours de politique générale du Premier ministre fin janvier

ser les locaux dont la clinique était locataire. » Pour la députée, ce dossier n'est qu'à son début. « Des aides commencent d'ores et déjà à arriver de l'ARS. Je ne doute

pas qu'ils nous accompagneront là-dedans. Il reste un énorme travail de recrutement. On a un travail de coordination entre les deux structures. C'est un fort enjeu pour

l'hôpital et un vrai surcroît de travail pour les équipes. (...) J'ai découvert qu'il fallait redemander des validations de diplôme. Les exigences dans le public sont

plus fortes que dans le privé. » Autre sujet, le Parlement a adopté le texte de revalorisation du métier de secrétaire de mairie, auquel tenait la députée. « J'entendais tout le temps des collègues de l'Agglomération dire qu'ils avaient des problèmes de recrutement. » Aujourd'hui, il manque déjà 2 000 secrétaires de mairie en France. Dans trois ans, 30 % de celles actives vont partir à la retraite. « On voyait qu'on avait des problèmes de connaissance du métier, de rémunération, de statut, de reconnaissance en général. » Maintenant, l'élue souhaite « qu'on aille au bout de l'application. Notamment pour regarder ce qu'il va être fait en termes de formation ». Et de capacité de recrutement. À l'heure où le statut de fonctionnaire peine à séduire les jeunes.

DES GROS PROJETS DE LOI ATTENDUS

À côté du discours de politique générale, Marie-Agnès Poussier-Winsback estime que de gros projets de loi – donc provenant du gouvernement – sont attendus, citant entre autres « ceux sur la fonction publique, sur l'énergie à nouveau, sur la simplification administrative dans tous les domaines ». De gros dossiers, « mais dont on ne connaît pas le calendrier ».